



Bulletin d'informations et d'analyses
sur l'extractivisme ici et en Colombie

Projet accompagnement solidarité Colombie
Décembre 2025

« Quel est notre rêve? Que nous puissions décider de notre territoire »

Laura Giraldo Rodríguez est une leader paysanne, membre de la Plateforme paysanne du Chocó, qui œuvre pour la défense territoriale et les droits des communautés, entre autres. Elle est la porte-parole du Territoire Paysan Agroalimentaire (TECAM) d'El Carmen de Atrato.

Comment définissez-vous les TECAM?

LG: Pour nous les TECAM sont très importants car, dans notre région, nous faisons face à une grande entreprise minière de cuivre à capitaux internationaux. La mine El Roble est exploitée par Atico Mining, une entreprise canadienne.

Le TECAM offre une structure pour protéger ces territoires et prendre des décisions à leur sujet. C'est un moyen non seulement de protéger le territoire, mais aussi de le défendre et de le planifier de manière à influencer ce qui s'y passera.

Nous avons analysé plusieurs instances de défense territoriale pour les paysans, telles que les Zones de Réserve Paysannes, mais nous avons opté pour le TECAM, car nous menons un processus de défense environnementale. Les TECAM ont un lien très fort avec la production durable. Nous misons là-dessus.

Le TECAM comporte une composante solide d'aménagement du territoire. Nous avons penché pour cette figure, car aménager le territoire implique non seulement de définir quels hameaux (veredas) ou lieux sont importants, mais aussi de décider ce que nous, les paysans, voulons voir se faire dans ces lieux.



Quels ont été les défis à relever lors de la construction du TECAM?

LG: Le premier défi auquel nous avons été confrontées en tant que femmes dans ce processus est la violence politique. Parfois, on dit des femmes leaders que nous sommes désœuvrées, que nous avons du temps. Cependant, nous n'avons pas de temps, mais nous l'arrachons de

force. Nous trouvons le temps et l'espace nécessaires pour participer à ce processus.

Nous sommes également confrontées à des difficultés économiques, car dans ce processus nous travaillons pour la plupart de manière volontaire et il est difficile d'obtenir des ressources.

Un autre défi est sans aucun doute celui des institutions. Au niveau local, nous ne bénéficions d'aucun soutien. Le TECAM nous permet d'être en contact avec le niveau national, où nous bénéficions d'un accompagnement plus important.

Un enjeu additionnel est la participation. Nous voulons que ce processus soit très fort en matière de participation.

Comment imaginez-vous le TECAM dans 10 ans?

LG: L'une de nos craintes concerne les multinationales. La concession de l'entreprise existante a déjà été renouvelée. Elle détient des titres sur toute la zone autour du TECAM, et possède également plusieurs titres sur le territoire. Cette seule entreprise (Atico Mining) a demandé à ce que son titre soit intégré à d'autres, de manière à disposer d'une zone gigantesque. Notre crainte est que cette intégration des titres aboutisse et que nous n'ayons aucun moyen de nous exprimer.

Quel est notre rêve? Avoir la capacité de prendre cette décision. Que ces entreprises, ou toute autre entreprise extérieure qui arriverait, doivent nous consulter en tant que gouvernement autonome et que nous ayons la possibilité, en tant que gouvernement autonome, de dire: « Non, ce n'est pas ce que nous voulons » ou de dire : « Oui, c'est ce que nous voulons, nous voulons de l'eau, nous voulons la vie, nous voulons cultiver ». Que nous puissions décider de notre territoire. Nous ne pouvons pas le faire pour le moment.

Version originale et intégrale sur notre site web

Les manigances de la minière canadienne qui cherche à détruire le páramo de Santurbán en Colombie

Depuis 2009, des minières canadiennes, dont la plus récente mutation est la Aris Mining Corporation, rêvent d'exploiter une mine à ciel ouvert sur les sols du páramo de Santurbán, écosystème protégé en raison de son rôle essentiel à la régulation et conservation des eaux pour toute la région.

Jusqu'à présent, les luttes populaires (dizaines d'actions juridiques, mobilisations sociales immenses, enquêtes) ont permis de freiner ce projet. Le Comité pour la défense de l'eau et du páramo de Santurbán, dont fait partie Mayerly depuis ses débuts, se réunit chaque mercredi soir depuis plus de quinze ans (« la messe », comme iels la surnomment en riant) pour étudier les développements du projet et planifier la résistance.

La menace ne cesse toutefois de se renouveler alors que la multinationale mobilise toujours de nouvelles stratégies afin de continuer à extraire des ressources de cet écosystème rare, malgré ses protections juridiques. C'est dans le contexte où Aris Mining a acquis la semaine dernière 100% des parts du projet, laissant présager une accélération des opérations, que Mayerly nous fait le récit des différentes tactiques utilisées.

Projet à moyenne échelle et formalisation minière

« Lorsque Aris Mining arrive en 2022, il y a un changement de stratégie. Ils ne parlent plus d'un grand projet à grande échelle (interdit), mais à "moyenne échelle" et de "formalisation minière" par leur intermédiaire.

Ils ont ainsi créé une "entreprise" de 160 mineurs de la région de California et leur ont laissé une partie de leur titre minier pour soi-disant les "formaliser".

Cette formalisation sert deux objectifs : redorer leur image et exploiter les territoires. C'est d'abord un moyen pour l'entreprise de redorer son image – un véritable exercice de greenwashing. »

Et, deuxièmement, ça leur permet de continuer à exploiter les ressources en toute impunité. Grâce à ces sous-contrats, l'entreprise détermine unilatéralement la quantité de minerai extrait et le prix auquel il peut être vendu, et les mineurs n'ont d'autre choix que de la croire. De plus, cela leur permet, tant qu'ils n'ont pas l'autorisation d'exploiter, de faire tout le travail préparatoire nécessaire à leur projet.



Cooptation sociale

« La province entière de Soto Norte, ils l'ont cooptée: ils financent les campagnes des maires des six municipalités, et ont mis en place toute une stratégie avec eux pour défendre les intérêts de l'entreprise. Ils ont aussi conclu un accord avec Vanguardia Liberal, le média le plus important ici à Santander.

En plus de ça, Aris Mining a déployé une nouvelle stratégie. La dernière entreprise était très éloignée des communautés et c'est une chose qu'Aris Mining a apprise : pouvoir utiliser les communautés, en particulier les mineurs traditionnels, pour défendre son projet.

Peu à peu, l'entreprise a remplacé l'État. Elle utilise l'abandon historique pour créer une dépendance. Si un pont est endommagé, les gens ne s'adressent plus à la mairie, mais à la travailleuse sociale de l'entreprise pour qu'Aris Mining leur vienne en aide. Pour qu'elle

répare les parcs, les hôpitaux, les écoles, qu'elle leur accorde des projets de financement...

Ainsi, les personnes qui bénéficient de ces projets finissent par devenir les porte-paroles de l'entreprise. Vous ne verrez jamais le président d'Aris Mining débattre avec nous, ils ne se montrent pas. Qui allez-vous voir? Les dirigeants miniers de la région, des personnes cooptées par l'entreprise qui parlent en leur nom et qui nous livrent le débat. Et cela leur donne beaucoup plus de légitimité. »

Attendre que la résistance s'essouffle

« Que se passe-t-il lorsqu'un problème dure depuis tant d'années, 16 ans déjà? Les gens se lassent, se relâchent. Et les entreprises, contrairement au mouvement social, disposent de tout l'appareil économique et politique pour attendre. Attendre sans rien à perdre, car elles continuent de s'enrichir grâce à la spéculation. Elles peuvent donc attendre quinze, vingt ans et espérer que la lutte sociale s'affaiblisse, s'éteigne, se fatigue, et qu'elles aient enfin l'occasion d'obtenir le permis. »

C'est la tâche qui nous incombe au sein du Comité : faire comprendre aux gens que cette lutte est une lutte dont a hérité ce territoire et qu'on ne doit jamais l'oublier. Une multinationale s'en va, une autre arrive, leurs actions changent. Mais la menace latente sera toujours là. Nous ne devons jamais baisser la garde. »

Article intégral sur notre site web.

Accompagnement international en Colombie

Le PASC promeut une vision anti-impérialiste de la solidarité internationale. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection auprès des communautés et organisations sociales, tout en ouvrant des espaces pour la construction de liens de solidarité directe. Intéressé·e à réaliser un séjour d'accompagnement en Colombie?

Contactez-nous ou visitez
notre site web.

Retour: VIII Assemblée du Coordinateur national agraire (CNA)

En novembre 2025, environ 900 campesinas et campesinos de partout au pays se sont réunies à Pailitas, dans le département du César, afin de réaliser la huitième assemblée du CNA, une organisation articulant la lutte paysanne pour la défense et la récupération du territoire, la vie digne et la souveraineté populaire à l'échelle nationale depuis 28 ans.

À l'agenda: cérémonie d'ouverture, conférences plénières, tables de travail, présentations culturelles paysannes, déclaration du plan d'action pour les quatre prochaines années et élection des membres du conseil.

Les avancées principales identifiées depuis la dernière assemblée (2021) incluent l'élaboration de la proposition de Réforme Agraire Intégrale et Populaire, la promulgation du décret 780 de 2024 pour la reconnaissance et la formalisation des Territoires Paysans Agroalimentaires (TECAM), la reconnaissance constitutionnelle des paysan.nes en tant que sujets de droits et le renforcement de la garde interethnique paysanne et populaire comme mécanisme de défense, pour n'en mentionner que quelques-unes.

De plus, les thèmes principaux développés par le biais des tables de travail furent les suivants: jeunesse, réforme agraire, femmes, internationalisme, garde interethnique, culture paysanne, extraction minière, droits humains, économie propre et diplomatie populaire.

Quelques éléments clés de la déclaration du CNA suite à l'assemblée incluent la réitération de la lutte contre toute forme de domination, d'exploitation et d'exclusion, renforçant par la même l'importance d'une lutte antipatriarcale ainsi que l'inclusion plus conséquente des femmes et des jeunes dans les processus menés par l'organisation. En plus de réaffirmer les objectifs historiques de la paysannerie, le CNA dénonce les guerres impérialistes, et notamment les agressions états-uniennes, dans un contexte d'accélération de la crise capitaliste et de détérioration des écosystèmes et biens communs.

Mirar | Archives végétales d'une résistance vivante

MIRAR est une exposition d'impressions végétales qui matérialise de manière sensible les images captées lors de la Caravane humanitaire pour la paix, la vie et la permanence sur le territoire, tenue en 2024 en Colombie. Pendant un mois, la caravane a parcouru cinq régions du pays, rassemblant plus de 100 organisations sociales et 187 caravanistes. Son objectif : visibiliser les luttes populaires et dénoncer les violations des droits humains subies par des communautés particulièrement affectées par le paramilitarisme.



MIRAR immortalise cette traversée comme l'embryon d'une résistance collective vivante, en utilisant le chlorotype, un procédé photographique naturel qui altère les pigments des plantes exposées à la lumière du soleil. Ce projet de photographie expérimentale relie les trajectoires de deux artistes : Nana, artiste visuelle et performative colombienne, et Gabrielle Turbide, artiste visuelle québécoise et membre du PASC.

La Piedra, c'est la roche de la résistance, celle qui, dans le soulier des puissants, dérange. C'est celle qui dans sa diversité, constitue notre habitat, vitale à nos existences. C'est la roche qu'on lance. Et c'est la roche exploitée. L'extractivisme ravage toujours davantage ici et ailleurs. C'est au "Canada", sur terres colonisées, que la majorité des entreprises minières du monde ont leur siège social. Les entreprises canadiennes déploient leurs activités en Colombie en toute impunité, profitant et nourrissant la violence politique et sociale qui sévit dans ce pays.



www.pasc.ca
info@pasc.ca

